



Treaty Series No. 43 (1935)

## Treaty

between His Majesty in respect of the United Kingdom  
and India and His Imperial Majesty the Shah of Persia  
in regard to the

## Tariff Autonomy of Persia

with the Notes attached thereto

Tehran, May 10, 1928

[The Treaty has not been ratified by His Majesty]

*Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs  
to Parliament by Command of His Majesty*

LONDON

PRINTED AND PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased directly from H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:

Adastral House, Kingsway, London, W.C.2; 120 George Street, Edinburgh 2;

York Street, Manchester 1; 1 St. Andrew's Crescent, Cardiff;

80 Chichester Street, Belfast;

or through any Bookseller

1935

Price 6d. Net

Cmd. 5054

## CONTENTS.

	Page
1. Anglo-Persian Tariff Autonomy Treaty. French Text ...	3
2.       "               "               "               English Text...	7
3. Notes regarding the Entry into Force of the Treaty ...	12
4. Notes regarding the Maintenance in Force of Provisions of Existing Treaties ...       ...       ...       ...       ...	14
5. Notes regarding the Commercial Relations between the Self- Governing Dominions and Persia ...       ...       ...	16
6. Notes regarding Imperial Airways, Limited ...       ...       ...	19
7. Notes regarding the Position of British Nationals in Persia after the Abolition of the Capitulations ...       ...       ...	20
8. Notes regarding British Missionary Work ...       ...       ...	30
9. Note to Persian Government recording the Position with regard to an Error in the Dominions Notes of May 10 (No. 5) ...	31
10. Protocol authenticating the French Text of Treaty, April 17, 1930	32

TREATY BETWEEN HIS MAJESTY IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM AND INDIA AND HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA IN REGARD TO THE TARIFF AUTONOMY OF PERSIA, WITH THE NOTES ATTACHED THERETO.

*Tehran, May 10, 1928.*

No. 1.

*Traité entre le Royaume-Uni et la Perse relatif à l'Autonomie douanière de la Perse.*

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, et Sa Majesté impériale le Schah de Perse,

Désireux de faciliter et d'étendre encore davantage le trafic et commerce de leurs pays respectifs et de régler au moyen d'un nouveau traité les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les Indes et tels autres territoires sous la souveraineté, la protection ou l'autorité de Sa Majesté britannique qu'elle pourrait désirer voir liés par ce traité, d'une part, et la Perse, d'autre part,

Ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes :

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et toutes les parties de l'Empire britannique qui ne sont pas membres individuels de la Société des Nations :

Sir Robert Henry Clive, K.C.M.G., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Téhéran ;

Pour les Indes :

Sir Robert Henry Clive, K.C.M.G., son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Téhéran ;

Sa Majesté impériale le Schah de Perse :

Fatoullah Khan Pakrevan, Gérant de son Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1<sup>er</sup>.

Sa Majesté britannique, reconnaissant l'importance pour la Perse de la pleine autonomie en toutes matières relatives aux droits de douane et étant désireuse, en considération des relations d'amitié entre les Gouvernements des hautes parties contractantes, de faciliter

la réalisation des désirs de Sa Majesté impériale le Schah de Perse à cet égard, convient d'abroger toutes les dispositions des traités existant entre les hautes parties contractantes qui limitent de quelque façon que ce soit le droit de la Perse d'établir en pleine autonomie le tarif des douanes persan.

#### ARTICLE 2.

Pendant la durée du présent traité et sous la condition d'une parfaite réciprocité, les marchandises produites ou manufacturées en quelque partie que ce soit des territoires de Sa Majesté britannique auxquels s'applique le présent traité ne seront frappées à leur entrée en Perse d'aucun droit de douane, coefficient, surtaxe ou taxe d'entrée quelconque, autres ou plus élevés que les droits, coefficients, surtaxes ou taxes d'entrée minima prélevés sur les marchandises similaires importées de tout autre pays étranger quel qu'il soit.

De même, pendant la durée du présent traité et sous la condition d'une parfaite réciprocité, les marchandises produites ou manufacturées en quelque partie que ce soit de l'Empire de Perse à destination d'une partie quelconque des territoires de Sa Majesté britannique auxquels s'applique le présent traité ne seront frappées à leur sortie de Perse d'aucun droit de douane, coefficient, surtaxe ou taxe de sortie autres ou plus élevés que les droits, coefficients, surtaxes ou taxes de sortie minima prélevés sur les marchandises similaires exportées à destination de tout autre pays étranger quel qu'il soit.

La Perse, ayant établi en vertu de son autonomie douanière un tarif légal unique (comportant un maximum et un minimum) qui sera mis en vigueur sur toutes ses frontières et appliqué pour une durée déterminée aux pays avec lesquels elle s'est liée par un traité ou convention, s'engage à ce que les marchandises produites ou manufacturées dans une partie quelconque des territoires de Sa Majesté britannique auxquels ce traité s'applique bénéficieront, à leur entrée en Perse et pour la durée du présent traité, des taux minima du tarif autonome persan en vigueur.

Sa Majesté britannique, pour sa part, s'engage à ce que les marchandises produites ou manufacturées en Perse bénéficieront à leur entrée, dans une partie quelconque de ses territoires auxquels ce traité s'applique, du tarif minimum qui serait alors accordé à la nation la plus favorisée.

Il reste entendu que, si la Perse pendant le cours de ce traité venait à réduire sur quelqu'une de ses frontières un ou plusieurs des taux minima prévus par ce tarif, ces réductions seront automatiquement applicables aux marchandises produites ou manufacturées dans les territoires de Sa Majesté britannique auxquels ce traité s'applique, arrivant par n'importe quelle frontière.

#### ARTICLE 3.

Les marchandises produites ou manufacturées sur les territoires auxquels ce traité s'applique appartenant à l'une des deux hautes

parties contractantes et régulièrement importées dans les territoires de l'autre haute partie contractante auxquels ce traité s'applique, ayant dûment acquitté les droits et taxes dont les lois du pays prévoient le paiement à l'entrée sur les marchandises d'origine étrangère, ne seront sous aucun rapport soumises ensuite à des taxes ou impôts intérieurs autres que ceux dont sont frappés les articles semblables d'origine locale ou importés de tout autre pays étranger quel qu'il soit.

ARTICLE 4.

Sa Majesté britannique, en ce qui concerne ses territoires auxquels ce traité s'applique, et Sa Majesté impériale le Schah de Perse, étant tous deux désireux d'encourager la liberté du commerce et d'éviter toute entrave à leurs relations commerciales réciproques qui résulterait de restrictions ou de prohibitions sur les importations ou les exportations, s'engagent à ne pas prendre de mesures de restriction ou de prohibition qui viseraient les produits des territoires de l'autre, à l'exception des catégories suivantes de prohibitions et de restrictions qui ne seront pas interdites, à la condition toutefois qu'elles ne soient pas appliquées de manière à constituer un moyen de discrimination arbitraire entre les pays étrangers où existent les mêmes conditions, ni de manière à constituer une restriction déguisée des échanges internationaux :

1. Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique ;
2. Prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales ou humanitaires ;
3. Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre, ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre ;
4. Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles ;
5. Prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national artistique, historique ou archéologique ;
6. Prohibitions ou restrictions applicables à l'or, à l'argent, aux espèces, au papier-monnaie et aux titres ;
7. Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires ;
8. Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'État ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'État.

En outre, rien ne pourra porter atteinte au droit des deux hautes parties contractantes de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation ou à l'exportation pour sauvegarder, dans des circonstances extraordinaires et anormales, les intérêts vitaux du pays.

Si des mesures de cette nature sont prises, elles devront être appliquées de telle manière qu'il n'en résulte aucune discrimination arbitraire au détriment de l'autre haute partie contractante.

Leur durée devra être limitée à la durée des motifs ou des circonstances qui les ont fait naître.

Néanmoins, il est convenu entre les deux hautes parties contractantes que les dispositions du présent article ne doivent pas être invoquées par rapport à toute prohibition ou restriction à l'importation ou à l'exportation qui ne serait pas contraire aux dispositions de la Convention internationale pour l'Abolition de Prohibitions et de Restrictions à l'Importation et à l'Exportation, signée à Genève, le 8 novembre 1927.

#### ARTICLE 5.

Il est convenu que la valeur de la marchandise à déclarer pour le calcul des droits de douane lors de l'importation en Perse, dans les cas où le tarif prescrit des droits *ad valorem*, est égale au prix courant de ladite marchandise dans son lieu d'origine ou de fabrication, plus les frais d'emballage, de vente, d'assurance, de commission et de transport, ainsi que tous autres frais nécessaires pour l'importation de la marchandise jusqu'au lieu de dédouanement.

Cette valeur ne peut en aucun cas être inférieure au prix de gros des marchandises similaires dans le lieu de l'importation et au moment de l'importation, déduction faite de 10 pour cent ainsi que d'une somme correspondante aux droits et taxes que les produits de cette catégorie paient à l'entrée.

Lorsque la valeur des marchandises est originellement exprimée en monnaie étrangère, celle-ci est convertie en la monnaie du pays où les marchandises sont importées d'après le dernier cours des banques locales avant le dépôt de la déclaration à la douane.

#### ARTICLE 6.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Téhéran aussitôt que possible. Il entrera en vigueur immédiatement après ratification et restera en vigueur pendant une période de huit ans depuis la date de sa mise en vigueur.

Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié à l'autre, six mois avant l'expiration du terme indiqué, son intention de mettre fin au présent traité, il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de six mois depuis la date à laquelle l'une des deux hautes parties contractantes l'aura dénoncé.

Le présent traité est rédigé en deux exemplaires, en persan et en anglais, en attendant le texte français sur lequel les deux hautes

parties contractantes tomberont d'accord le plus tôt possible et qui fera foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Téhéran, le 10 mai 1928.

R. H. CLIVE.  
F. PAKREVAN.

---

*Protocole additionnel à l'article 2.*

Il est convenu que les taux minima du tarif autonome persan stipulés à l'article 2 du Traité relatif à l'Autonomie douanière de la Perse sont les taux minima du tarif autonome approuvé par la loi du Medjliss en date du 13 ordibehecht 1307 (8 mai 1928).

Mais si les taux, accordés à la nation la plus favorisée et en vigueur au moment de la signature du présent traité, venaient à être augmentés sur une partie quelconque des territoires de Sa Majesté britannique auxquels le présent traité s'applique, quant aux principaux articles de l'exportation persane, parmi lesquels toutefois il n'y aura pas lieu de tenir compte de l'huile minérale et ses dérivés, la Perse aura le droit d'augmenter son tarif quant aux principaux articles importés du territoire ou des territoires en question.

Il reste entendu qu'en ce cas l'augmentation résultant du changement des taux du tarif persan ne pourrait dépasser l'augmentation résultant du changement du tarif du territoire ou des territoires en question.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Téhéran, le 10 mai 1928.

R. H. CLIVE.  
F. PAKREVAN.

---

No. 2.

*Anglo-Persian Tariff Autonomy Treaty of May 10, 1928.*

[English Text as signed.]

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Imperial Majesty the Shah of Persia,

Desiring to facilitate and extend still further the trade and commerce of their respective countries and to regulate by means of a further treaty the commercial relations between Great Britain and Northern Ireland, India and such other territories under the sovereignty, protection or authority of His Britannic Majesty as he may desire should be bound by the treaty on the one side, and Persia on the other side,

[12469]

B 4

Have resolved to conclude a treaty for this purpose and have appointed as their plenipotentiaries :—

His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India :

For Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate members of the League of Nations :

Sir Robert Henry Clive, K.C.M.G., His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Tehran ;

For India :

Sir Robert Henry Clive, K.C.M.G., His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Tehran ;

His Imperial Majesty the Shah of Persia :

His Excellency Mirza Fatoullah Khan Pakrevan, Acting Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and true form, have agreed as follows :—

#### ARTICLE 1.

His Britannic Majesty, realising the importance to Persia of full autonomy in all matters relating to customs duties, and being willing, in view of the relations of friendship between the Governments of the high contracting parties, to facilitate the realisation of the Shah of Persia's wishes in this respect, agrees to the abrogation of all provisions of the existing treaties between the high contracting parties which limit in any way the right of Persia to settle the Persian customs tariff in full autonomy.

#### ARTICLE 2.

For the duration of the present treaty, and subject to complete reciprocity, goods produced or manufactured in any part of His Britannic Majesty's territories to which the present treaty applies shall not be subjected on entry into Persia to any customs duty, coefficient, surtax, or import tax whatsoever, other or higher than the minimum duties, coefficients, surtaxes, or import taxes, levied on similar goods imported from any foreign country whatever.

In like manner for the duration of the present treaty, and subject to complete reciprocity, goods produced or manufactured in any part of the Persian Empire and exported to any part of the territories of His Britannic Majesty to which this treaty applies, shall not, on leaving Persia, be subjected to any customs duty, coefficient, surtax or export tax whatsoever other or higher than the minimum duties, coefficients, surtaxes or export taxes levied on similar goods exported to any foreign country whatever.



Persia having in virtue of her tariff autonomy established a single legal tariff (prescribing maximum and minimum rates) to be enforced on all her frontiers, and to be applied for a fixed period to those countries with which she has bound herself by a treaty or convention, agrees that goods produced or manufactured in any part of His Britannic Majesty's territories to which this treaty applies shall, for the duration of the present treaty, enjoy the benefit on their entry into Persia of the minimum rates of the Persian autonomous tariff in force.

His Britannic Majesty agrees for his part that goods produced or manufactured in Persia shall benefit on their entry into any part of his territories to which this treaty applies by the minimum tariff in force accorded at any time to the most favoured nation.

It is understood that if at any time during the period during which this treaty is in force Persia elects to reduce on any of her frontiers one or more of the minimum rates of this tariff, such reductions will be automatically applied to the goods produced or manufactured in the territories of His Britannic Majesty to which this treaty applies, by whatever frontier they are imported.

#### ARTICLE 3.

Goods produced or manufactured in the territories to which this treaty applies belonging to one of the high contracting parties and regularly imported into the territories to which this treaty applies belonging to the other high contracting party shall on no account be subjected, after duly paying the duties and charges laid down by the laws of the country as being applicable upon entry to goods of foreign origin, to any internal taxation or imposts other than those imposed on similar articles of local origin or imported from any foreign country whatever.

#### ARTICLE 4.

His Britannic Majesty, so far as concerns his territories to which this treaty applies, and His Majesty the Shah of Persia, being each desirous of encouraging liberty of commerce and of avoiding the hindrance of their mutual commercial relations by prohibitions or restrictions on imports and exports, agree that they will not introduce any restrictive or prohibitive measures against products of the territories of the other with the exception of the following classes of prohibitions and restrictions which will not be prohibited, on condition, however, that they are not applied in such a manner as to constitute a means of arbitrary discrimination between foreign countries where the same conditions prevail, or a disguised restriction on international trade :—

1. Prohibitions or restrictions relating to public security.
2. Prohibitions or restrictions imposed on moral or humanitarian grounds.

3. Prohibitions or restrictions regarding traffic in arms, ammunitions and implements of war, or, in exceptional circumstances, all other military supplies.
4. Prohibitions or restrictions imposed for the protection of public health or for the protection of animals or plants against diseases, insects and harmful parasites.
5. Export prohibitions or restrictions issued for the protection of national treasures of artistic, historic or archaeological value.
6. Prohibitions or restrictions applicable to gold, silver, coins, currency notes, banknotes or securities.
7. Prohibitions or restrictions designed to extend to foreign products the régime established within the country in respect of the production of, trade in, and transport and consumption of native products of the same kind.
8. Prohibitions or restrictions applied to products which, as regards production or trade, are or may in future be subject within the country to State monopoly or to monopolies exercised under State control.

Moreover, nothing shall affect the right of either of the two high contracting parties to adopt measures prohibiting or restricting importation or exportation for the purpose of protecting, in extraordinary and abnormal circumstances, the vital interests of the country.

Should measures of this character be adopted, they shall be applied in such a manner as not to lead to any arbitrary discrimination against the other high contracting party. Their duration shall be restricted to that of the causes or circumstances from which they arise.

Nevertheless, it is agreed between the two high contracting parties that the provisions of this article shall not be invoked in regard to any prohibition or restriction on importation or exportation which is not contrary to the provisions of the International Convention for the Abolition of Prohibitions and Restrictions on Importation and Exportation, signed at Geneva on the 8th November, 1927.

#### ARTICLE 5.

The value to be declared for the calculation of customs duties on importation into Persia in cases in which the tariff prescribes *ad valorem* duties shall be equal to the market price of the goods in question in their place of origin or manufacture increased by the expenses of packing, sale, insurance, commission and transport, as well as of other necessary expenses for the importation of the goods to the Persian frontier. This value cannot, in any case, be inferior to the wholesale price of similar goods in the place of importation and at the moment of importation, a deduction being made of 10 per cent., as well as of a sum corresponding to the duties and charges which products of that kind pay on entry. When the value of the

goods is originally expressed in foreign money, this will be converted into the money of the country into which the goods are imported in accordance with the most recent rate of exchange followed by the local banks before the deposit of the declaration with the customs.

ARTICLE 6.

The present treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Tehran as soon as possible. It shall come into force immediately upon ratification, and shall be binding during eight years from the date of its coming into force.

In case neither of the two high contracting parties shall have given notice to the other six months before the expiration of the said period of eight years of its intention to terminate the present treaty, it shall remain in force until the expiration of six months from the date on which either of the two high contracting parties shall have denounced it.

The present treaty has been drawn up in Persian and in English, pending the preparation of the French text, on which the two high contracting parties will agree as soon as possible and which will be authoritative.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed the present treaty and have affixed thereunto their seals.

Done at Tehran the 10th day of May, 1928.

(L.S.) R. H. CLIVE.  
(L.S.) F. PAKREVAN.

*Protocol Annexed to Article 2.*

It is agreed that by the minimum tariff rates in force are meant the minimum tariff rates approved by the law of the Majlis of May 3, 1928 (13th Ordibehecht, 1307).

But if the rates in force on the date of the signature of this treaty as granted to the most favoured nation are subsequently increased on the chief Persian articles of export, with the exception of mineral oil and its products, to the territories of His Britannic Majesty to which this treaty applies, Persia has the right to increase her minimum tariff on the principal articles from the territory or territories concerned.

At the same time it is agreed that the amount of duty resulting from such increase in the Persian minimum tariff shall not exceed the amount of duty resulting from the change in the tariff of the territory or territories concerned.

In witness of which the respective plenipotentiaries have affixed their signatures thereto.

Done at Tehran this 10th day of May, 1928.

R. H. CLIVE.  
F. PAKREVAN.

*Exchange of Notes regarding the Entry into Force of the Treaty.*

(i.)

*Sir R. Clive to Acting Persian Minister for Foreign Affairs.*M. le Gérant, *Téhéran, le 10 mai 1928.*

J'AI l'honneur de faire savoir à votre Excellence que, dans le cas où elle voulait bien me confirmer qu'il n'y a pas lieu de soumettre à l'approbation préalable du Medjliss le Traité d'Autonomie tarifaire signé par nous aujourd'hui, mon Gouvernement serait disposé à le voir entrer en vigueur à titre temporaire dès demain en attendant l'échange des ratifications, qui se fera aussitôt que pourra.

Le Gouvernement de Sa Majesté britannique estime toutefois que les marchandises expédiées à destination directe de la Perse avant l'application du nouveau tarif et originaires de quelque partie que ce soit des territoires auxquels ce traité s'applique, ne doivent pas être soumises à des droits de douane plus élevés que ceux qu'ont subis jusqu'ici les marchandises similaires de la même provenance.

Je vous prie, M. le Gérant, de bien vouloir me confirmer par écrit que ces vues sont conformes, comme je le souhaite, à celles du Gouvernement persan.

Je saisis, &amp;c.

R. H. CLIVE.

(Translation.)

M. le Gérant, *Tehran, May 10, 1928.*

I HAVE the honour to inform Your Excellency that, if you would be so good as to confirm to me that it will be unnecessary to submit to the prior approval of the Majlis the Tariff Autonomy Treaty signed by us to-day, my Government would be prepared to agree to its provisional entry into force as from to-morrow pending the exchange of ratifications, which will be effected as soon as possible.

His Britannic Majesty's Government, nevertheless, consider that goods consigned direct to Persia before the application of the new tariff and originating in any part of the territories to which this Treaty applies, ought not to be subjected to customs duties higher than those to which similar goods from the same origin have hitherto been subjected.

I beg you, M. le Gérant, to be so good as to confirm in writing that the above is, as I trust, in conformity with the views of the Persian Government.

I avail, &amp;c.

R. H. CLIVE.

(ii.)

*Acting Persian Minister for Foreign Affairs to Sir R. Clive.*

M. le Ministre,

*Téhéran, le 10 mai 1928.*

EN réponse à votre lettre en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de confirmer à votre Excellence le plein accord du Gouvernement impérial au sujet de l'entrée en vigueur à titre temporaire, dès demain, du Traité d'Autonomie tarifaire que nous avons signé aujourd'hui en attendant l'échange des ratifications, qui se fera aussitôt que pourra.

Il est exact qu'en vertu de la loi du 13 ordibehecht 1307 (8 mai 1928), le Gouvernement est autorisé à appliquer ce traité sans qu'il y ait nécessité de le soumettre à l'approbation préalable du Medjliss.

D'autre part, le Gouvernement persan s'engage à ne pas frapper les marchandises originaires de quelque partie que ce soit des territoires auxquels le présent traité s'applique, et expédiées à destination directe de la Perse avant l'entrée en vigueur du nouveau tarif, de droits de douane plus élevés que ceux qu'ont subis jusqu'ici les marchandises similaires de la même provenance.

Veuillez agréer, &amp;c.

F. PAKREVAN.

(Translation.)

M. le Ministre,

*Tehran, May 10, 1928.*

In reply to your letter of to-day's date, I have the honour to confirm to Your Excellency the full agreement of the Imperial Government on the subject of the provisional entry into force, as from to-morrow, of the Tariff Autonomy Treaty which we have signed to-day pending the exchange of ratifications, which will be effected as soon as possible.

It is true that in virtue of the law of the 13th Ordibehecht, 1307 (the 3rd May, 1928), the Government are authorised to apply this Treaty without there being any necessity to submit it to the prior approval of the Majlis.

Moreover, the Persian Government undertake not to impose on goods originating from any part of the territories to which the present Treaty applies, and consigned direct to Persia before the entry into force of the new tariff, customs duties higher than those to which similar goods of the same origin have hitherto been subjected.

Please accept, &amp;c.

F. PAKREVAN.

*Exchange of Notes regarding the Maintenance in Force of Provisions  
of Existing Treaties.*

(i.)

*Sir R. Clive to Acting Persian Minister for Foreign Affairs.*

M. le Gérant,

*Téhéran, le 10 mai 1928.*

Me référant aux stipulations du traité signé aujourd'hui entre Sa Majesté britannique et Sa Majesté impériale le Shah de Perse, j'ai l'honneur de vous exposer ce qui suit et vous prie de bien vouloir me le confirmer :

Alors que le traité signé aujourd'hui entre Sa Majesté britannique et Sa Majesté impériale le Shah de Perse ne remplace que ces stipulations des traités existants entre elles qui limitaient de toute manière le droit de la Perse de décider de son tarif en pleine autonomie, le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne et le Gouvernement impérial de Perse ont la ferme intention de poursuivre derechef la revision de celles des stipulations dans les traités existants qui n'auraient pas été modifiées par le traité signé aujourd'hui, dans le but de conclure dans un délai d'un an un traité complet de commerce et de navigation susceptible de mettre leurs relations en harmonie avec les circonstances du moment.

Il est dès lors convenu que, jusqu'à la conclusion de ce traité et conformément aux dispositions du paragraphe 2 de ma lettre en date d'aujourd'hui, les principes énoncés à l'article 9 du Traité anglo-persan de 1857 et relatifs au traitement de la nation la plus favorisée seront maintenus comme présentement, et que les navires et bateaux des hautes parties contractantes continueront à jouir de ce traitement de la nation la plus favorisée et du même traitement que les navires et bateaux nationaux en tout ce qui touche au commerce et à la navigation, y compris les facilités et les charges de toutes sortes dans les ports et rades.

Je saisis, &c.

R. H. CLIVE.

(Translation.)

M. le Gérant,

*Tehran, May 10, 1928.*

WITH reference to the provisions of the Treaty signed this day between His Britannic Majesty and His Imperial Majesty the Shah of Persia, I have the honour to make the following communication and to ask you to be so good as to confirm it.

Whereas the Treaty signed this day between His Britannic Majesty and His Imperial Majesty the Shah of Persia replaces only those provisions of existing treaties between them which limited in any way the right of Persia to settle her tariff in full autonomy, His Britannic Majesty's Government in Great Britain and the Imperial

Persian Government have the firm intention to proceed forthwith to the revision of those provisions in the existing treaties which have not been modified by the Treaty signed this day, with a view to the conclusion in a period of one year of a full Treaty of Commerce and Navigation, which shall place their relations in harmony with present circumstances.

It is accordingly agreed that, until the conclusion of such Treaty, and in accordance with the provisions of paragraph 2 of my letter of to-day's date, the principles laid down in Article 9 of the Anglo-Persian Treaty of 1857 relating to most-favoured-nation treatment shall be maintained as at present, and that ships and boats of the High Contracting Parties shall continue to enjoy such most-favoured-nation treatment, and also the same treatment as national ships and boats in all matters relating to commerce and navigation, including facilities and charges of all kinds in ports and harbours.

I avail, &c.

R. H. CLIVE.

(ii.)

*Acting Persian Minister for Foreign Affairs to Sir R. Clive.*

M. le Ministre,

*Téhéran, le 10 mai 1928.*

En réponse à votre lettre en date du 10 mai 1928, j'ai l'honneur de vous confirmer qu'en considération de ce que le traité signé aujourd'hui entre Sa Majesté impériale le Shah de Perse et Sa Majesté britannique ne remplace que les stipulations des traités existants entre elles qui limitaient de toute manière le droit de la Perse à décider de son tarif en pleine autonomie, et de ce que le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne et le Gouvernement impérial de Perse ont la ferme intention de poursuivre derechef la revision de celles des stipulations des traités existants qui n'auraient pas été modifiées par le traité signé aujourd'hui, et de conclure ainsi dans le délai d'un an un traité de commerce et de navigation susceptible de mettre leurs relations en harmonie avec les circonstances du moment, il est convenu que, jusqu'à la conclusion de ce traité et conformément aux dispositions du paragraphe 2 de votre lettre en date d'aujourd'hui, les principes énoncés à l'article 9 du Traité anglo-persan de 1857 et relatifs au traitement de la nation la plus favorisée seront maintenus comme présentement, et que les navires et bateaux des hautes parties contractantes continueront à jouir de ce traitement de la nation la plus favorisée et du même traitement que les navires et bateaux nationaux en tout ce qui touche au commerce et à la navigation, y compris les facilités et les charges de toutes sortes dans les ports et rades.

Veillez agréer, &c.

F. PAKREVAN.

(Translation.)

M. le Ministre,

*Tehran, May 10, 1928.*

In reply to your letter dated the 10th May, 1928, I have the honour to confirm to you that, in consideration of the fact that the Treaty signed this day between His Imperial Majesty the Shah of Persia and His Britannic Majesty replaces only those provisions of the existing treaties between them which limited in any way the right of Persia to settle her tariff in full autonomy, and of the fact that His Britannic Majesty's Government in Great Britain and the Imperial Persian Government have the firm intention to proceed forthwith to the revision of those provisions of the existing treaties which have not been modified by the Treaty signed this day, and thus to conclude in a period of one year a Treaty of Commerce and Navigation which shall place their relations in harmony with present circumstances, it is agreed that, until the conclusion of such Treaty and in accordance with the provisions of paragraph 2 of your letter of to-day's date, the principles laid down in Article 9 of the Anglo-Persian Treaty of 1857 relating to most-favoured-nation treatment shall be maintained as at present, and that ships and boats of the High Contracting Parties shall continue to enjoy such most-favoured-nation treatment and also the same treatment as national ships and boats in all matters relating to commerce and navigation, including facilities and charges of all kinds in ports and harbours.

Please accept, &amp;c.

F. PAKREVAN.

## No. 5.

*Notes regarding the Commercial Relations between the Self-Governing Dominions and Persia.*

(i.)

*Sir R. Clive to Acting Persian Minister for Foreign Affairs.*

M. le Gérant,

*Téhéran, le 10 mai 1928.*

J'AI l'honneur d'assurer votre Excellence au nom des Gouvernements du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Union de l'Afrique du Sud et de l'État libre d'Irlande que Sa Majesté britannique renonce, à dater de l'entrée en vigueur du traité signé aujourd'hui entre elle et Sa Majesté impériale le Shah de Perse, au droit de ces Gouvernements de bénéficier des stipulations des traités qui limitent de quelque façon que ce soit le droit de la Perse à son autonomie douanière.

Il est entendu que Sa Majesté britannique réserve le droit, pour chacun des États susmentionnés, de dénoncer séparément le présent traité à la date de son expiration.

Je saisis, &amp;c.

R. H. CLIVE.



(Translation.)

M. le Gérant,

*Tehran, May 10, 1928.*

I HAVE the honour to assure your Excellency, in the name of the Governments of Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa and the Irish Free State, that His Britannic Majesty renounces, as from the date of the entry into force of the treaty signed this day between himself and His Imperial Majesty the Shah of Persia, the right of those Governments to benefit by those treaty provisions which limit in any way the right of Persia to her customs autonomy.

It is understood that His Britannic Majesty reserves the right, for each of the above-mentioned States, separately to denounce the present treaty at the date of its expiration.

I avail, &amp;c.

R. H. CLIVE.

(ii.)

*Acting Persian Minister for Foreign Affairs to Sir R. Clive.*

M. le Ministre,

*Téhéran, le 10 mai 1928.*

JE prends acte par les présentes de la renonciation par Sa Majesté britannique, dès l'entrée en vigueur du traité signé aujourd'hui entre Sa Majesté impériale le Shah et elle, au droit des États mentionnés dans votre lettre, en date du 10 mai courant, de bénéficier des stipulations des traités qui limitent de quelque façon que ce soit le droit de la Perse à son autonomie douanière.

Je prends également acte que Sa Majesté britannique réserve le droit, pour chacun de ces États susmentionnés, de dénoncer séparément le présent traité à la date de son expiration.

J'ai l'honneur d'assurer votre Excellence, au nom du Gouvernement impérial de Perse, qu'il ne sera pas accordé en Perse aux marchandises produites ou manufacturées dans le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Union de l'Afrique du Sud et l'État libre d'Irlande, ou dans les territoires placés sous leur autorité ou juridiction, un traitement moins favorable que celui accordé aux marchandises produites ou manufacturées dans tout autre pays étranger, tant que les marchandises produites ou manufacturées en Perse jouiront dans l'État ou territoire intéressé d'un traitement non moins favorable que celui accordé aux marchandises produites ou manufacturées dans tout autre pays étranger.

Veuillez agréer, &amp;c.

F. PAKREVAN.

(Translation.)

M. le Ministre,

*Tehran, May 10, 1928.*

I HEREBY take note of the renunciation by His Britannic Majesty, as from the entry into force of the treaty signed this day between His Imperial Majesty the Shah and His Britannic Majesty, of the right of the States mentioned in your letter, dated the 10th May, to benefit by those treaty provisions which limit in any way the right of Persia to her customs autonomy.

I also note that His Britannic Majesty reserves the right, for each of the above-mentioned States, separately to denounce the present treaty at the date of its expiration.

I have the honour to assure your Excellency, in the name of the Imperial Persian Government, that goods produced or manufactured in Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa and the Irish Free State or in territories placed under their authority or jurisdiction, will not be accorded less favourable treatment in Persia than the goods produced or manufactured in any other foreign country, so long as the goods produced or manufactured in Persia enjoy in the State or territory concerned treatment not less favourable than that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country.

Please accept, &c.

F. PAKREVAN.

(iii.)

*Sir R. Clive to Acting Persian Minister for Foreign Affairs.*

M. le Gérant,

*Téhéran, le 10 mai 1928.*

JE prends acte par les présentes de l'assurance du Gouvernement impérial de Perse contenue dans votre lettre en date d'aujourd'hui qu'il ne sera pas accordé en Perse aux marchandises produites ou manufacturées dans le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Union de l'Afrique du Sud et l'État libre d'Irlande ou dans les territoires placés sous leur autorité ou juridiction un traitement moins favorable que celui accordé aux marchandises produites ou manufacturées dans tout autre pays étranger, tant que les marchandises produites ou manufacturées en Perse jouiront dans l'État ou territoire intéressé d'un traitement non moins favorable que celui accordé aux marchandises produites ou manufacturées dans tout autre pays étranger.

Je saisis, &c.

R. H. CLIVE.

(Translation.)

M. le Gérant,

*Tehran, May 10, 1928.*

I HEREBY take note of the Imperial Persian Government's assurance contained in your letter of to-day's date that goods produced or manufactured in Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa and the Irish Free State or in the territories placed under their authority or jurisdiction, will not be accorded less favourable treatment in Persia than the goods produced or manufactured in any other foreign country, so long as the goods produced or manufactured in Persia enjoy in the State or territory concerned treatment not less favourable than that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country.

I avail, &c.

R. H. CLIVE.

No. 6.

*Exchange of Notes regarding Imperial Airways (Limited).*

(i.)

*Sir R. Clive to Acting Persian Minister for Foreign Affairs.*M. le Gérant, *Téhéran, le 10 mai 1928.*

IL est de la connaissance de votre Excellence que la question d'une communication rapide entre la Grande-Bretagne et les Indes est une affaire d'intérêt spécial, non seulement au Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne, mais aussi au Gouvernement des Indes.

La Compagnie d'Aviation impériale a déjà établi un service hebdomadaire du Caire à Bassorah et est très désireuse de prolonger ce service jusqu'aux Indes.

J'aime à espérer donc que le Gouvernement impérial, reconnaissant le but purement commercial de cette compagnie dans son désir d'avoir la permission de survoler la côte persane du Golfe, donnera une considération favorable à cette proposition, qui permettra à la compagnie de prolonger son service jusqu'aux Indes par voie de la côte persane.

Je saisis, &amp;c.

R. H. CLIVE.

(Translation.)

M. le Gérant, *Tehran, May 10, 1928.*

YOUR Excellency is aware that the question of rapid communication between Great Britain and India is a matter of special interest, not only to His Britannic Majesty's Government in Great Britain, but also to the Government of India.

The Imperial Airways Company has already established a weekly service from Cairo to Basra and is greatly desirous of prolonging this service to India.

I venture, therefore, to hope that the Imperial Government, recognising the purely commercial object of this company in desiring to have permission to fly over the Persian coast of the Gulf, will give favourable consideration to this proposal, which will permit the company to prolong its service to India by way of the Persian coast.

I avail, &amp;c.

R. H. CLIVE.

(ii.)

*Acting Persian Minister for Foreign Affairs to Sir R. Clive.*M. le Ministre, *Téhéran, le 10 mai 1928.*

LE Gouvernement persan, ayant l'intention de créer les aérodromes gouvernementaux où l'atterrissage des avions étrangers survolant le territoire persan, sous certaines conditions, serait

également autorisé, et n'ayant aucune raison spéciale de refuser cette autorisation dans les conditions prescrites, aux avions de la Compagnie impériale d'Aviation, est prêt d'entrer en pourparlers avec le représentant de ladite compagnie afin de pouvoir trouver un terrain d'entente relative aux conditions d'atterrissage des avions de ladite compagnie sur les aérodromes gouvernementaux pour une période à déterminer.

Veuillez agréer, &c.

F. PAKREVAN.

(Translation.)

M. le Ministre,

*Tehran, May 10, 1928.*

THE Persian Government, intending to create Government aerodromes where the landing of foreign aircraft flying over Persian territory shall be authorised under equal conditions, and having no special reason to refuse this authorisation under the prescribed conditions to the aircraft of the Imperial Airways Company, is ready to enter into discussions with the representative of the said company in order to find a basis of agreement regarding the conditions under which the aircraft of the said company shall be allowed to land on the Government aerodromes for a period to be determined.

Please accept, &c.

F. PAKREVAN.

No. 7.

*Notes regarding the Position of British Nationals in Persia after the Abolition of the Capitulations.*

(i.)

*Acting Persian Minister for Foreign Affairs to Sir R. Clive.*

M. le Ministre,

*Téhéran, le 10 mai 1928.*

EN réponse aux demandes adressées et au moment de la réalisation de sa résolution d'abolir le régime connu sous le nom de régime capitulaire, le Gouvernement impérial de Perse, animé du désir de dissiper les inquiétudes qui pourraient naître chez les ressortissants britanniques séjournant en Perse, en raison de la nouveauté du régime qui lui sera désormais appliqué, et désireux de mettre par votre intermédiaire vos ressortissants au courant des dispositions prises par la législation et le Gouvernement persans à leur égard, vous adresse, pour que vous en puissiez transmettre la teneur à vos ressortissants, la présente décision.

Il est inutile de vous dire que le Gouvernement persan lui-même, qui a pour intérêt et qui tient à cœur de procurer le plus de garanties possibles aux citoyens persans et d'avoir à cet effet un appareil judiciaire dont le fonctionnement approche autant que possible de la perfection, a accompli des réformes très appréciables quant au personnel et aux lois judiciaires.

Sans parler des lois qui sont connues de tout le monde, actuellement la possession de connaissances en matière de droit équivalant à celles que consacre le diplôme de licencié en droit, est une condition obligatoire pour l'entrée dans la carrière judiciaire.

Quant à la situation des ressortissants britanniques en Perse découlant des prescriptions des lois persanes, les dispositions suivantes prises par le Gouvernement persan leur seront appliquées à dater du 10 mai 1928 :

1. Sur la base d'une parfaite réciprocité, ils seront admis et traités sur le territoire persan conformément aux règles et pratiques du droit commun international, y jouiront de la plus entière protection des lois et des autorités territoriales et y bénéficieront du même traitement que les nationaux.

2. En tout procès civil ou commercial où une des parties est un ressortissant britannique, seule la preuve écrite sera admise.

En tout procès, même criminel, les jugements seront rédigés par écrit et contiendront les considérants de droit et de fait sur lesquels ils se fondent.

Les intéressés au procès ou les personnes autorisées de leur part auront droit à obtenir copie des témoignages et du jugement, sous condition d'acquitter les taxes réglementaires.

En matière criminelle, le témoignage oral étant un mode normal de preuve, les intérêts des inculpés restent sauvegardés par les articles 215 et 216 du Code pénal frappant le faux témoignage.

3. A l'exclusion de toute autre juridiction, seuls les cours et tribunaux relevant du Ministère de la Justice seront compétents dans le cas où une des parties est de nationalité britannique.

Seuls les tribunaux criminels relevant du Ministère de la Justice pourront, en général, prononcer des peines d'emprisonnement contre les ressortissants britanniques.

Toutefois, dans le cas d'une proclamation d'état de siège, lorsque l'instruction d'un procès reviendra à un tribunal spécialement formé, ce tribunal pourra aussi connaître des cas où un ressortissant britannique sera prévenu.

De plus, en matière fiscale et en général dans une contestation entre une administration et un ressortissant britannique relative à une matière purement administrative, les tribunaux administratifs conservent leur compétence.

4. Les ressortissants britanniques ne seront en tout cas justiciables que des tribunaux laïques et les lois laïques leur seront seules applicables.

5. Les tribunaux de simple police ne seront compétents que dans les affaires de minime importance et pour des faits n'entraînant qu'une amende légère.

Ils ne pourront prononcer des peines d'emprisonnement, sauf le cas où les ressortissants britanniques demanderaient eux-mêmes de convertir en emprisonnement la peine d'amende qui aura été prononcée contre eux. Conformément à la loi, les tribunaux de

simple police ne pourront jamais prononcer un emprisonnement de plus d'une semaine. Il est bien entendu qu'ils ne sont pas autorisés de prononcer des peines corporelles.

6. Un ressortissant britannique arrêté en flagrant délit pour un fait qualifié délit ou crime ne pourra être conservé en prison plus de 24 heures sans être amené devant l'autorité judiciaire compétente.

En dehors des cas de flagrant délit, aucun ressortissant britannique ne sera arrêté ou incarcéré sans un ordre émanant de l'autorité judiciaire compétente.

Ni la maison privée ni la maison de commerce d'un ressortissant britannique ne sera forcée ou perquisitionnée sans un mandat provenant de l'autorité judiciaire compétente avec des garanties à déterminer ultérieurement contre les abus.

7. Les ressortissants britanniques arrêtés et mis en prison auront le droit, conformément aux règlements des prisons, de communiquer avec leurs consuls les plus proches, et les consuls ou leurs représentants auront, en se conformant aux règlements des prisons, la permission de les visiter. Les autorités gouvernementales transmettront de suite à l'adresse telles demandes de communiquer avec eux.

8. Le Gouvernement impérial a pris en vue une généreuse réglementation en ce qui concerne la mise en liberté sous caution, qui sera de rigueur dans tous les cas, excepté en cas de crime (le crime tel qu'il est défini par le Code pénal).

La somme demandée comme cautionnement sera raisonnablement proportionnée au degré de l'infraction.

Lorsqu'une personne condamnée se pourvoira en appel, les mêmes facilités de liberté sous caution mentionnées ci-dessus lui seront accordées jusqu'à ce que le jugement d'appel ait été rendu.

9. Selon la loi persane, les audiences relatives au procès en général, et sauf dans des cas exceptionnels, étant publiques, les intéressés au procès et au sort des parties en cause ont, donc, le droit d'y assister, sauf dans des cas exceptionnels, en tant que spectateurs, sans aucun droit, toutefois, de se mêler aux débats.

10. En matière pénale, l'inculpé est absolument libre de choisir son ou ses défenseurs, qui peuvent être choisis même parmi ses compatriotes.

11. Le Gouvernement impérial a décidé d'améliorer les conditions des prisons, afin que ces dernières soient plus conformes aux usages modernes et une somme d'argent suffisante pour l'aménagement des prisons en Perse remplissant les conditions hygiéniques nécessaires est déjà votée.

En attendant, les ressortissants britanniques qui seront condamnés à un emprisonnement de plus d'un mois—l'emprisonnement d'un mois ou moins étant convertissable en une peine d'amende—sur leur demande seront transférés dans une prison remplissant les conditions hygiéniques nécessaires.

12. La Grande-Bretagne accordant aux ressortissants persans dans l'Empire britannique et les territoires appartenant à Sa Majesté

britannique en matière de statut personnel le traitement de la nation la plus favorisée, il est entendu entre la Perse et la Grande-Bretagne qu'en matière de statut personnel, c'est-à-dire pour toutes les questions concernant le mariage et la communauté conjugale, le divorce, la séparation de corps, la dot, la paternité, la filiation, l'adoption, la capacité des personnes, la majorité, la tutelle, la curatelle, l'interdiction; *en matière mobilière*, le droit de succession testamentaire, ou *ab intestat*, partage et liquidation; et, en général, le droit de famille, seuls seront compétents vis-à-vis des ressortissants britanniques non musulmans établis ou se trouvant en Perse leurs tribunaux nationaux. Quant aux ressortissants britanniques de la religion musulmane, en matière de statut personnel, les prescriptions des lois religieuses musulmanes, conformément aux codes persans, leur seront appliquées, en attendant que cette question soit définitivement réglée.

La présente disposition ne porte pas atteinte aux attributions spéciales des consuls en matière d'état civil d'après le droit international ou les accords particuliers qui pourront intervenir, non plus qu'aux droits des tribunaux persans de requérir et recevoir les preuves relatives aux questions reconnues ci-dessus comme étant de la compétence des tribunaux nationaux des parties en cause.

Par dérogation à l'alinéa 1, les tribunaux persans pourront également être compétents dans les questions visées audit alinéa, si les parties en cause se soumettent par écrit à la juridiction de ces tribunaux, lesquels statueront d'après la loi nationale des parties.

13. En matière d'impôt, les ressortissants britanniques seront traités sur un pied d'égalité avec les ressortissants persans et ne seront pas astreints à acquitter à quelque titre que ce soit des impôts, taxes ou autres redevances fiscales auxquels ne seront pas astreints les ressortissants persans.

14. En matière judiciaire, tous les jugements rendus par les anciens tribunaux, même s'ils n'ont pas été mis à exécution, sont considérés comme définitivement réglés et ne seront en aucun cas susceptibles d'un nouvel examen; de même, tout jugement définitif rendu par les anciens tribunaux est reconnu exécutoire. En somme, tous les procès achevés sous le régime judiciaire ancien sont considérés comme définitivement réglés et ne sont en aucun cas susceptibles d'être ouverts à nouveau.

Les procès non achevés au Tribunal du Ministère des Affaires étrangères et aux tribunaux des Gouverneurs des provinces seront achevés devant ces tribunaux à moins que la partie de nationalité étrangère demande, avant la clôture des débats, à transférer le litige aux tribunaux judiciaires.

Le délai accordé par le Gouvernement impérial pour achever les procès non achevés devant lesdits tribunaux est au plus tard jusqu'au 10 mai 1929.

15. Toutes questions relatives à la caution *judicatum solvi*, à l'exécution du jugement, à la communication des actes judiciaires et

extra-judiciaires, aux commissions rogatoires, aux condamnations aux frais et dépens, à l'assistance judiciaire gratuite et à la contrainte par corps sont réservées à des conventions spéciales à établir entre la Perse et la Grande-Bretagne.

16. Selon la loi persane, tous compromis et clauses compromissaires en matière civile ou commerciale étant permis et les décisions arbitrales ainsi rendues étant exécutoires sur l'ordre du Président du Tribunal de première Instance, qui est tenu de donner cet ordre sauf dans les cas où la décision arbitrale serait contraire à l'ordre public, il est évident que les ressortissants britanniques jouiront entièrement de cette disposition légale.

17. Pour sauvegarder provisoirement des créances de droit civil, on ne pourra ni arrêter ni soumettre à des limitations de liberté individuelle les ressortissants britanniques, sauf dans les cas où l'exécution à opérer sur les avoirs appartenant aux débiteurs et se trouvant en Perse semblerait courir un danger sérieux venant de la part du débiteur et où elle ne pourrait être sauvegardée par aucun autre moyen.

18. En ce qui concerne les biens et droits de nature immobilière, il reste entendu que les ressortissants britanniques sur le territoire persan sont autorisés à acquérir, occuper ou posséder les immeubles nécessaires à leur habitation et à l'exercice de leur commerce et industrie.

Veillez agréer, &c.

F. PAKREVAN.

(Translation.)

M. le Ministre,

*Tehran, May 10, 1928.*

In reply to enquiries, and at the moment of the realisation of their resolution to abolish the régime known as the capitulatory system, the Imperial Persian Government, animated by the wish to dispel the disquietude which might arise among British nationals resident in Persia, by reason of the novelty of the régime which will henceforth be applied to them, and desirous of keeping your nationals informed through you of the measures taken by Persian legislation and the Persian Government with regard to them, communicates the present decision in order that you may transmit its tenour to your nationals.

It is unnecessary to inform you that the Persian Government themselves, whose interest and earnest desire it is to obtain for Persian citizens as many guarantees as possible, and with this object to have a judicial system the working of which shall be as nearly perfect as possible, have accomplished considerable reforms in the judicial personnel and legislation.

Without mentioning laws which are known to everybody, the possession of knowledge in matters of law equivalent to that required for a legal diploma is at present an essential condition for anyone entering upon a judicial career.

As for the situation of British nationals in Persia resulting from the provisions of Persian law, the following measures taken by the



Persian Government will be applied to them as from the 10th May, 1928 :—

1. On the basis of perfect reciprocity, they will be admitted and treated on Persian territory in conformity with the rules and practice of international law, will enjoy the fullest protection of the laws and the authorities of the country and will receive the same treatment as nationals.

2. In all civil or commercial cases in which one of the parties is a British national, only written evidence will be admitted.

In all proceedings, even criminal proceedings, judgments will be reduced to writing and will contain the considerations of law and of fact on which they are founded.

Those interested in the proceedings, or the persons authorised by them, shall have the right to obtain a copy of the evidence and of the judgment, subject to payment of the prescribed charges.

In criminal matters, oral testimony being a normal method of evidence, the interests of the accused will be safeguarded, as at present, by articles 215 and 216 of the Penal Code dealing with perjury.

3. To the exclusion of all other jurisdiction, only the courts and tribunals subordinate to the Ministry of Justice will be competent to deal with cases in which one of the parties is of British nationality.

Only the criminal tribunals subordinate to the Ministry of Justice will, generally speaking, be able to pronounce sentences of imprisonment on British nationals.

Nevertheless, in the event of the proclamation of state of siege, when a case is brought before a tribunal specially constituted, that tribunal will also be able to take cognisance of cases in which a British national is concerned.

Moreover, in fiscal matters and in general in a dispute between an administration and a British national relating to a purely administrative matter, the administrative tribunals will retain their competence.

4. British nationals will in every case be amenable only to lay (non-religious) tribunals, and lay laws alone will be applicable to them.

5. The ordinary police courts will only be competent in matters of trifling importance and for facts involving only a slight penalty.

They will not be able to order sentence of imprisonment, save in cases where British nationals themselves request that the sentence of a fine imposed on them shall be converted into imprisonment. According to the law, the ordinary police courts will never be able to order more than one week's imprisonment. It is clearly understood that they are not authorised to order corporal punishment.

6. A British national arrested *in flagrante delicto* shall not be kept in prison for more than twenty-four hours without being brought before the competent judicial authority.

Apart from cases of arrest *in flagrante delicto*, no British national will be arrested or imprisoned without a warrant emanating from the competent judicial authority.

Neither the private dwelling-house nor the business premises of a British national will be forcibly entered or searched without a warrant from the competent judicial authority with guarantees, to be determined later, against abuses.

7. British nationals arrested and imprisoned will have the right, in conformity with the prison regulations, to communicate with their nearest consuls, and the consuls or their representatives will have, subject to prison regulations, permission to visit them. Any requests so to communicate will at once be transmitted by the governmental authorities.

8. The Imperial Government has in contemplation generous regulations regarding release on bail, which will be compulsory in all cases, except cases of crime (crime as it is defined in the Penal Code).

The sum demanded as bail will be reasonably proportioned to the nature of the offence.

In cases of appeal the same facilities of release on bail as those mentioned above will be given until judgment in the appeal has been pronounced.

9. According to Persian law, trials are, in general, and save in exceptional cases, held in public, and those interested in the trials and in the fate of the parties concerned have, therefore, the right to be present, save in exceptional cases, as spectators, without any right, however, to take part in the proceedings.

10. In criminal matters, the accused is absolutely free to choose his counsel, who may be chosen even from his compatriots.

11. The Imperial Government has decided to reform the conditions of the prisons, in order that these may conform to a greater extent to modern custom, and a sum sufficient to provide prisons in Persia which shall fulfil the necessary hygienic conditions has already been voted.

In the meantime British nationals who may be condemned to imprisonment for more than one month—imprisonment for one month or less being convertible into a fine—shall be transferred at their request to a prison fulfilling the necessary hygienic conditions.

12. Whereas Great Britain accords most-favoured-nation treatment in matters of personal status to Persian nationals in the British Empire and the territories belonging to His Britannic Majesty, it is understood that in matters of personal status, *i.e.*, all questions relating to marriage, conjugal rights, divorce, judicial separation, dower, paternity, affiliation, adoption, capacity, majority, guardianship, trusteeship and interdiction; in matters relating to succession to personalty, whether by will or on intestacy, and the distribution and winding up of estates; and family law in general, it is agreed between Persia and Great Britain that as regards non-Moslem British nationals established or being in Persia their national tribunals will alone have jurisdiction. As regards

British nationals of the Moslem religion, the provisions of Moslem religious law, in conformity with the Persian codes, will be applied to them in matters of personal status, until this question has been finally settled.

The present stipulation does not affect the special attributions of consuls in matters of status in accordance with international law or special agreements which may be concluded, nor the right of Persian courts to request and receive evidence respecting matters acknowledged above as being within the competence of the national tribunals of the parties concerned.

By way of exception to the first paragraph, the Persian courts will also have jurisdiction in the matters referred to therein, if the parties concerned submit in writing to the jurisdiction of the said courts. In such case the Persian courts will apply the national law of the parties.

13. In matters of taxation, British nationals will be treated on a footing of equality with Persian nationals and will not be compelled to pay, under any pretext whatever, imposts, taxes or other fiscal dues which Persian nationals are not compelled to pay.

14. In judicial matters all judgments given by the former tribunals, even if they have not been carried into execution, are considered as finally settled, and shall in no case be subject to fresh enquiry; in the same way, every final judgment given by the former tribunals is recognised as one to be put into execution. In short, all cases concluded under the former judicial régime are considered as finally settled and shall in no case be reopened.

Unfinished cases in the Tribunal of the Ministry for Foreign Affairs and in the courts of provincial Governors shall be finished before those tribunals unless the foreign national concerned requests, before the close of the discussions, that the proceedings shall be transferred to the judicial tribunals.

The period allowed by the Imperial Government for the completion of unfinished cases before the said tribunals will not extend beyond the 10th May, 1929.

15. All questions relating to security for costs, execution of judgments, service of judicial and extra-judicial documents, commissions rogatoires, orders for the payment of costs and expenses, free judicial assistance and imprisonment for debt are left to be regulated by separate conventions to be concluded between Persia and Great Britain.

16. Seeing that in civil or commercial matters Persian law allows arbitration and clauses in agreements providing therefor, and since arbitral decisions rendered in pursuance thereof shall be executed on order of the president of the Court of First Instance, who is obliged to issue that order unless the arbitral decision should be contrary to public order, it is clear that British nationals will be in complete enjoyment of this legal arrangement.

17. British nationals shall not be arrested or suffer restraint in their individual liberty in order provisionally to safeguard claims of

a pecuniary nature, except in cases where any distraint to be made upon a debtor's possessions which are actually in Persia would be liable to be jeopardised by some action on the part of the debtor, and where they could not be safeguarded by any other means.

18. As regards immovable property and rights, it is understood that British nationals are permitted as in the past to acquire, occupy or possess such property on Persian soil as is necessary for their residence and for the exercise of their commerce and industry.

Please accept, &c.

F. PAKREVAN.

(ii.)

*Sir R. Clive to Acting Persian Minister for Foreign Affairs.*

M. le Gérant,

*Téhéran, le 10 mai 1928.*

ME référant à la note de votre Excellence en date du 21 ordibehecht 1306 (le 12 mai 1927), j'ai l'honneur de vous informer que mon Gouvernement a donné une considération sympathique aux désirs exprimés par le Gouvernement impérial pour la résiliation des privilèges capitulaires dont jusqu'ici les ressortissants britanniques ont bénéficié.

Je prends acte des mesures judiciaires dont votre Excellence a bien voulu me faire part dans votre lettre du 10 mai et vous informe que mon Gouvernement compte absolument sur le fait que le Gouvernement impérial assurera sous le nouveau régime complète et adéquate protection aux ressortissants britanniques ainsi qu'à leurs droits et à leurs propriétés.

Je prends note que le Gouvernement impérial accorde un délai d'une année au Tribunal du Ministère des Affaires étrangères et aux tribunaux des Gouverneurs pour que les affaires inachevées dans ces tribunaux y soient achevées. Je viens donc prier le Gouvernement impérial de bien vouloir accorder le même délai aux tribunaux consulaires britanniques afin que ces derniers puissent achever les affaires entre les ressortissants britanniques qu'ils n'ont pas pu conclure jusqu'aujourd'hui.

Je saisis, &c.

R. H. CLIVE.

(Translation.)

M. le Gérant,

*Tehran, May 10, 1928.*

WITH reference to your Excellency's note dated the 21st Ordibehecht, 1306 (the 12th May, 1927), I have the honour to inform you that my Government have given sympathetic consideration to the wishes expressed by the Imperial Government for the cancellation of the capitulatory privileges by which British nationals have hitherto benefited.

I take note of the judicial measures which your Excellency has been kind enough to communicate to me in your letter of the 10th May, and beg to inform you that my Government rely

absolutely on the fact that the Imperial Government will ensure under the new régime complete and adequate protection to British nationals, their rights and their properties.

I note that the Imperial Government allow a period of one year to the Tribunal of the Ministry for Foreign Affairs and the Governors' courts in order that unfinished business in these tribunals may be completed. I now therefore request the Imperial Government to be so good as to allow the same period to the British consular courts in order that these may finish the cases between British nationals which they have not up to the present been able to complete.

I avail, &c.

R. H. CLIVE.

(iii.)

*Acting Persian Minister for Foreign Affairs to Sir R. Clive.*

M. le Ministre,

*Téhéran, le 10 mai 1928.*

J'AI l'honneur de vous accuser réception de votre lettre en date du 10 mai courant.

Le Gouvernement de Sa Majesté britannique pourra être assuré que le nouveau régime judiciaire en Perse pourvoira une protection complète dans tous les sens aux ressortissants de l'Empire britannique.

En conformité avec le désir que vous m'avez exprimé au nom de votre Gouvernement, le Gouvernement impérial accorde aux tribunaux consulaires britanniques un délai d'une année afin que les affaires des ressortissants britanniques qui y restent inachevées aujourd'hui puissent y être conclues.

Je saisis, &c.

F. PAKREVAN.

(Translation.)

M. le Ministre,

*Tehran, May 10, 1928.*

I HAVE the honour to acknowledge the receipt of your letter of the 10th May.

His Britannic Majesty's Government can be assured that the new judicial régime in Persia will provide complete protection in all respects to the nationals of the British Empire.

In accordance with the wish which you have expressed to me in the name of your Government, the Imperial Government will allow to the British consular courts a period of one year for the completion in those courts of the unfinished cases of British nationals.

I avail, &c.

F. PAKREVAN.

*Exchange of Notes regarding British Missionary Work.*

(i.)

*Sir R. Clive to Acting Persian Minister for Foreign Affairs.*M. le Gérant, *Téhéran, le 10 mai 1928.*

IL me serait très agréable de recevoir de votre Excellence une assurance de la part du Gouvernement impérial que les missionnaires britanniques en Perse seront autorisés à remplir comme par le passé leurs œuvres de bienfaisance et d'instruction.

Je saisis, &amp;c.

R. H. CLIVE.

(Translation.)

M. le Gérant, *Tehran, May 10, 1928.*

I SHOULD very much like to receive from your Excellency an assurance on behalf of the Imperial Government that British missionaries in Persia will be authorised as in the past to carry on their charitable and educational work.

I avail, &amp;c.

R. H. CLIVE.

(ii.)

*Acting Persian Minister for Foreign Affairs to Sir R. Clive.*M. le Ministre, *Téhéran, le 10 mai 1928.*

EN réponse à votre demande relative aux missionnaires britanniques, j'ai l'honneur de vous informer qu'ils seront autorisés de remplir leurs œuvres de bienfaisance et d'instruction à condition de ne porter atteinte ni à l'ordre public ni aux lois et règlements persans.

Veuillez agréer, &amp;c.

F. PAKREVAN.

(Translation.)

M. le Ministre, *Tehran, May 10, 1928.*

IN reply to your request relative to British missionaries, I have the honour to inform you that they will be authorised to carry on their charitable and educational work provided that they do not contravene either public order or Persian laws and regulations.

Please accept, &amp;c.

F. PAKREVAN.

## No. 9.

*Note to Acting Persian Minister for Foreign Affairs recording the Position with regard to an Error in the Dominions Notes of May 10 (No. 5).*

*Sir R. Clive to M. Pakrevan.*

(No. 306.)

M. le Gérant,

*Tehran, November 30, 1928.*

UNDER instructions from His Majesty's Government in Great Britain, I have the honour to draw your Excellency's attention to an error which appears in the notes annexed to the Anglo-Persian Tariff Autonomy Treaty of the 10th May last. This error has already on several occasions formed the subject of discussion with his Highness the Minister of Court, and it is now the wish of my Government to put on record the fact that a certain passage in the notes mentioned above has been wrongly drafted, and to explain what it had been intended to say.

2. The passage in question occurs twice, firstly in paragraph 2 of my first note regarding the position of the self-governing Dominions of Canada, the Commonwealth of Australia, New Zealand, the Union of South Africa and the Irish Free State in relation to the Tariff Autonomy Treaty, and secondly in paragraph 2 of your Excellency's reply.\* The original wording of this paragraph, in the form to which His Majesty's Governments in the Dominions had agreed, ran as follows:—

“It is understood that His Britannic Majesty retains the right in respect of each of the Dominions mentioned above of withdrawing separately from the existing treaties between His Majesty and the Shah of Persia.”

The object of this provision was to ensure that the Dominions retained for the future the right which they already possessed under article 2 of the Anglo-Persian Commercial Convention of 1903, and paragraph 3 of the Anglo-Persian Commercial Agreement of 1920, of withdrawing from participation in those instruments.

3. Owing to a misunderstanding due to the extreme haste with which the negotiations for the treaty had to be conducted, this paragraph in the notes as actually signed ran as follows:—

“Il est entendu que Sa Majesté britannique réserve le droit, pour chacun des États susmentionnés, de dénoncer séparément le présent traité à la date de son expiration.”

It is evident that this wording in no way represents the intentions of His Majesty's Governments. It is, indeed, meaningless, for the treaty itself was not signed on behalf of the Dominions and does not apply to them; it is not possible for His Britannic Majesty to reserve the right to denounce a treaty on behalf of parts of his territories to which that treaty does not apply, nor is it reasonable to refer to the possibility of denouncing something at the date of its expiry when there is nothing to denounce.

\* See No. 5, page 16.

4. My Government understand from his Highness the Minister of Court that the Persian Government are not disposed to agree to the rectification of the error by a withdrawal of the notes as signed and their replacement by new notes containing paragraph 2 in the form originally proposed by His Majesty's Governments. In these circumstances they think it necessary to place the true position on record.

I avail, &c.

R. H. CLIVE.

No. 10.

*Protocole authentifiant le Texte français du Traité relatif à l'Autonomie douanière de la Perse, signé le 10 mai 1928.*

LES soussignés, à ce dûment autorisés, sont convenus, au nom de Sa Majesté britannique, d'une part, et de Sa Majesté impériale le Schah de Perse, d'autre part, que le texte ci-après est le texte français du Traité relatif à l'autonomie douanière de la Perse, entre Sa Majesté britannique et Sa Majesté impériale le Schah de Perse, signé le 10 mai 1928 à Téhéran. Ce texte français est celui qui à l'article 6 dudit traité est déclaré faire foi.

(Here follows the French text of the treaty—see No. 1.)

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole authentifiant le texte français du Traité relatif à l'autonomie douanière de la Perse et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Téhéran, le 17 avril 1930 (le 28 Farvardine 1309 solaire).

(L.S.) R. H. CLIVE.

(L.S.) M. FARZINE.

(Translation.)

*Protocol authenticating the French Text of the Treaty relating to the Customs Autonomy of Persia, signed the 10th May, 1928.*

THE undersigned, duly authorised for that purpose, have agreed, in the name of His Britannic Majesty on the one hand, and of His Imperial Majesty the Shah of Persia on the other hand, that the following text is the French text of the treaty relating to the customs autonomy of Persia, between His Britannic Majesty and His Imperial Majesty the Shah of Persia, signed on the 10th May, 1928, at Tehran. This French text is the text which is declared in article 6 of the said treaty to be authoritative.

(Here follows the French text of the treaty—see No. 1.)

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed the present protocol authenticating the French text of the treaty relative to the customs autonomy of Persia, and have affixed thereto their seals.

Done at Tehran, the 17th April, 1930.

(L.S.) R. H. CLIVE.

(L.S.) M. FARZINE.